

Daniel Bensaïd

Les rêves de gauche ?

Je remercie les organisateurs de ce colloque de m'avoir invité et proposé pour thème celui des rêves de gauche.

Rêveuse gauche ?

Et de quoi a-t-elle donc rêvé ?

La formulation n'est pas malheureuse. D'abord dans son pluriel.

Si rêves il y eut, comme vient de le rappeler Élisabeth de Fontenay, ils ne furent pas uniformément gris ou roses.

Certains ont fait le rêve héroïque d'une terre promise aux couleurs de l'Union soviétique, stalinienne ou brejnévienne, du culte stakhanoviste du travail, des prouesses productivistes de la collectivisation forcée et de l'industrialisation accélérée, des tonnes d'acier et des cheminées fumantes, des médailles olympiques en tout genre.

D'autres, ou les mêmes parfois, ont rêvé du soleil flamboyant et sanglant de la Grande Révolution culturelle chinoise et d'une forêt de petits livres rouges brandis.

D'autres encore, plus prosaïquement, se sont contentés du rêve tiède d'un socialisme à pas de tortue, dans le respect des majorités parlementaires, et par le moyen des sages réformes. Cela n'a pas empêché, depuis près d'un siècle, la social-démocratie d'accumuler les petites concessions qui font les grandes capitulations : du concubinage avec les corps francs de Noske dans l'Allemagne de 1919 à l'enrôlement fleur au fusil dans toutes les expéditions coloniales et néocoloniales, en passant par la non-intervention en faveur de l'Espagne républicaine.

Nous n'avons pas partagé ces rêves-là.

Chacun son rêve.

Quant à « la gauche », il est également bienvenu d'avoir situé ses rêves dans le flou spatial de leur non-lieu – « de gauche » – plutôt que les avoir enracinés dans l'unité singulière de son article défini : autant de gauches, autant de rêves...

Dans son introduction enfin, Élisabeth de Fontenay, m'a présenté non seulement par mes travaux mais par mon engagement militant, me demandant sans détours si je me définissais toujours comme « trotskiste ». Je répondrai, tout aussi directement, pour lever toute ambiguïté, que je me considère de gauche et trotskiste de la même façon que je me revendique juif, sans panique identitaire ni adhérence communautaire.

Par détermination négative.

Je suis de gauche face à la droite.

Je suis « trotskiste » face à un stalinien (car il en reste).

Comme je suis résolument juif face à un antisémite. Juif laïque, juif non-Juif, à la manière de Spinoza, de Lazare, de Freud, de Rosa Luxemburg, de Trotski, de Benjamin, et de tant d'autres. « Spinozant », si vous voulez, pour reprendre l'heureuse formule d'Edgar Morin.

« Spinozant de gauche », au risque d'un pléonisme.

Convaincu que cette judéité négative n'est pas la moins fidèle à une certaine tradition de pensée.

Pour en venir à la question des « rêves de gauche », je me suis d'abord interrogé sur ce qui pouvait faire à vos yeux son actualité, à l'évidence brûlante.

Serait-ce que des rêves s'évanouissent dans l'effondrement du Mur de Berlin et la banqueroute sonore de ce qu'il était convenu d'appeler « le socialisme réellement existant » ? S'il

y a là un rêve brisé, il convient de se demander depuis quand ?

Depuis la chute du Mur de Berlin ? Depuis le coup d'État aux mains tremblantes de Ianaïev ? Allons donc ! Ces étranges « événements » se consomment sans rayonner, comme s'il s'agissait des dernières braises d'une combustion lente, de l'écho étouffé d'un lointain choc fondateur.

Pourquoi les journalistes nécrophages ont-ils attendu aujourd'hui pour proclamer la mort de Marx, la mort du communisme, la mort du socialisme ? Si mort, si rêve assassiné, si cadavres il y eut, le crime ne date pas de 1989 ou de 1991. Il remonte à la contre-révolution stalinienne des années trente, avec les famines et les déportations, les procès et les camps, les charniers et les cadavres bien réels. C'est bien là l'un des événements majeurs qui ont marqué le siècle au fer rouge. Les péripéties récentes n'en sont que l'aboutissement.

Je n'ai pas la naïveté d'opposer la période lumineuse et immaculée des années vingt, à la période crépusculaire des années trente. Nous avons le devoir de fouiller et retourner ce passé, d'y passer au crible tout ce qui a pu préparer ou favoriser la catastrophe. Nous avons tout autant le devoir, sous peine de perdre tout principe d'intelligibilité, de repérer les ruptures et les discontinuités. Le passage de la révolution russe et de ses aspirations émancipatrices à la contre-révolution et à la terreur bureaucratique ne relève pas plus de la généalogie du concept, que le passage de la Révolution française et de l'an II à Thermidor et aux guerres napoléoniennes.

Les périodisations sont bien sûr discutables.

Tout événement de cette ampleur met aux prises, mortellement enlacées, les forces de la révolution et celles de la contre-révolution. Le dénouement de ce corps à corps est lisible, non

dans l'engendrement (le gœnit) qui conduirait, par glissements successifs, de Rousseau à Staline en passant par Marx et Lénine, mais dans la lutte à mort. Les années vingt ont eu leurs camps (les Solovki par exemple), leurs drames (Cronstadt), et leurs intrigues policières. Mais pour que le goulag devienne possible en tant que système, il a fallu une formidable rupture et des millions de morts, parmi lesquels la majorité des protagonistes d'Octobre.

Si rêve il y eut, il y a belle lurette qu'il avait viré au cauchemar.

Ceux qui voulaient voir et entendre le pouvaient.

La désintégration des dictatures bureaucratiques est l'épilogue non d'une révolution communiste, mais d'une contre-révolution totalitaire, commencée il y a bien longtemps, et qui ravage le siècle. Car, une contre-révolution – Joseph de Maistre l'avait bien compris – n'est pas seulement une révolution à l'envers, une sorte d'Octobre rembobiné, mais aussi et surtout « *le contraire d'une révolution* ».

Ce contraire s'achève sous nos yeux dans la Restauration. Non la restauration économique, incertaine et difficile, des prétendues lois du marché. Mais la Restauration majuscule, sur toute la ligne, qui, au lieu de faire la critique du passé, se contente d'en inverser la légende. Au point que les noms de Lénine, de Trotski, de Sverdlov, deviennent soudain imprononçables, comme le furent pendant une certaine période ceux de Robespierre, de Saint-Just ou de Babeuf.

Mais une légende inversée demeure une légende.

Qui fait obstacle à la pensée.

Ce qui reste attaché au moment symbolique

1/ Pour mémoire : Istrati, Victor Serge, Ciliga, Trotski, le rapport de la commission Dewey, Plisnier, Kravtchenko, Valtin, Kriivitski, Rousset, et tant d'autres...

d'Octobre n'est certainement pas sans tache. Les questions du droit, de la démocratie, du pluralisme sont certainement à reprendre sans permettre pour autant que se brouillent les fractures et les différences entre les espérances d'une émancipation naissante et ce qui est advenu sous la botte de la dictature bureaucratique. L'affirmation de cette discontinuité ne saurait nous épargner un examen critique de l'initial communiste, pas plus que le rejet de la terreur thermidorienne ne nous épargne l'examen critique de l'initial sansculotte de la terreur jacobine. Mais les failles et les ruptures, les partages et les crevasses demeurent, qui furent le théâtre d'impitoyables affrontements. Sinon, on ne pourrait plus rien comprendre à ce qu'il y eut de spécifique dans le phénomène communiste, d'irréductible aux horreurs bien réelles commises en son nom. On ne pourrait plus rien comprendre à ce qui a été investi d'espoir libérateur par des millions d'individus de par le monde.

Il faut une forte dose d'ignorance ou de mauvaise foi pour prétendre avoir découvert le goulag par la lecture de Soljénitsyne en 1976. L'histoire ne marche pas au rythme des aveuglements intellectuels. Il n'est pas sérieux de prétendre qu'on ne pouvait pas savoir ni entendre avant *L'Archipel*. Les témoins existaient. Ils étaient assez nombreux et fiables pour forcer à ouvrir les yeux ^{1/}. L'existence des procès et des camps était connue dès les années trente et les années cinquante, sinon certes dans leur ampleur, du moins dans leur principe et leur réalité.

Si les bouleversements en cours à l'Est prennent une telle portée, ont une telle force de percussion sur ce qu'a été l'imaginaire de la gauche (dans sa diversité), c'est donc qu'ils se conjuguent au présent avec d'autres données.

Une faillite peut en cacher une autre.

Elle peut aussi la révéler.

J'ai, comme vous, entendu dire et pu lire, que ce qui se passait en URSS ces derniers mois soldait la victoire ou la revanche posthumes de Léon Blum sur le bolchevisme. Comme s'il y avait au sein de la gauche un jeu à somme nulle, où les valeurs perdues par les uns seraient regagnées par les autres ! Dans un parti converti au libéralisme tempéré, qui n'a plus de socialiste que le nom, les discours de Blum en feraient aujourd'hui un dangereux gauchiste passible d'exclusion.

Nous n'avons jamais eu l'illusion que la gauche victorieuse de 1981 accomplirait le changement radical annoncé dans ses promesses électorales. Du moins avons-nous cru qu'elle débloquerait la situation et serait propice à la remise en marche de certaines valeurs. Dix ans après, le compte est maigre.

La gauche victorieuse de 1981 prétendait changer la vie.

La vie, comme le dit Max Gallo, l'a changée.

Elle prétendait rendre le pouvoir au peuple. Le pouvoir l'a prise.

Elle n'avait pas de mots assez durs contre l'argent facile. Elle a cédé aux facilités de l'argent.

Elle s'engageait à instaurer une citoyenneté sans frontières de couleur ni d'origine en donnant le droit de vote aux immigrés. Elle se fixait comme priorité de faire reculer le chômage, l'inégalité, les exclusions... Ce n'étaient pas des rêves ! Seulement des mesures élémentaires de justice, sans laquelle la gauche n'est plus la gauche.

Les principes ont été noyés dans la tactique politicienne.

La réforme intellectuelle et morale annoncée débouche sur la faillite intellectuelle et morale. Ce qu'on appelle aujourd'hui, dans le vocabulaire comptable conforme à l'air du

temps, le « déficit social et démocratique » contribue à la mortelle anémie des projets de gauche. Au point que Laurent Fabius puisse poser à haute voix la question (il faut lui reconnaître cette honnêteté) : si nous sommes certainement démocrates, en quoi sommes-nous encore socialistes... ?

En quoi, en effet, dès lors que le droit de l'Homme premier, le droit fondamental de l'Homme à l'existence (à l'emploi et au revenu), consacré par la Constitution de 1793 et par la charte de la Résistance, plie devant le droit de propriété ? S'il existe un principe fondateur de la gauche, il est pourtant là, dans cette découverte, à travers la Révolution française, du conflit inhérent à la logique du droit naturel et dans la réponse apportée, qui partage durablement les libéraux des républicains de gauche.

Dès lors que ce fil est brisé, il n'y a plus de grand dessein pensable, si ce n'est celui de cette Europe sans âme, technocratique et financière, marchande et monétaire, ouverte à tous les appétits et au retour de tous les refoulés ; de cette Europe qui galvaude et dénature l'idée d'une Europe des peuples, solidaire, libre, égalitaire.

Devant cet affaîssement de l'imaginaire historique, reste pourtant le problème d'un monde qui, plus que jamais, a besoin de sainte colère et d'indignation, d'un monde tenaillé par le besoin de rêver ; ou peut-être, plus sobrement, de projeter, d'entrevoir quelque chose « vers l'avant », un possible (je n'aime pas le terme d'au-delà). Une gauche qui aurait perdu la capacité de rêver, de se projeter, d'avoir l'ambition d'un possible inaccompli, aurait-elle encore le droit de s'inscrire dans l'héritage contrasté de ce que furent la gauche et ses combats ? Sans cette faculté anticipatrice, existe-t-il encore quelque chose qui puisse être considéré comme « de gauche » ?

Laissons pour l'heure les rêveurs dormir en paix.

Ce qui est grave, c'est cet anéantissement, ce degré zéro du principe espérance, cette somnolence lourde et malsaine d'un présent sans passé ni avenir. Car la perte d'avenir menace aussi le passé.

Interdite de rêve, la gauche officielle est malade de sa mémoire.

Elle ne sait plus ou elle en est de ses références fondatrices. On a célébré le Bicentenaire dans la gêne, comme si l'on était pressé d'effacer l'encombrante Révolution derrière la République parvenue. Plus question de chanter le temps des cerises. La Résistance même perd de sa légitimité mythique sur l'autel des grandes réconciliations. Les placards débordent de cadavres et d'affaires mal classées.

Et Le Pen engrange.

Le Pen, c'est le portrait de Dorian Gray de la gauche aux affaires.

Il lui renvoie l'image de tous ses reniements et renégations. On ne dira jamais assez la responsabilité de ceux qui ont reculé sur le droit de vote des immigrés ou qui, réclamant à cor et à cri de « produire français » écrivaient la première ligne, à laquelle il lui suffisait d'ajouter, en bonne logique : « avec des Français ! ». On ne dira jamais assez la brèche ouverte dans les consciences par les bulldozers d'Ivry et les charters d'Orly.

Quand les principes sont brouillés, tous les chats deviennent gris.

On ne leur demande plus, comme le dit le très pratique M. Deng Hsiao Ping, que de bien attraper les souris. Tout devient relatif. Les cultures, les sciences, les valeurs. Sur le front de la mémoire, dès lors, c'est la droite extrême qui a l'initiative. Les bonnes consciences s'inquiètent de la montée des archaïsmes, des guerres d'un autre âge, du retour des vieux démons...

Les démons n'ont pas d'âge.

Loin de finir, l'histoire se rebiffe. Il n'est de pire illusion que de croire que notre passé est derrière nous, enfermé dans de solides parenthèses, et qu'il s'y tient tranquille. Il nous attend toujours au prochain tournant. Ce fut, aux sombres heures du pacte germano-soviétique, la grande lucidité de Walter Benjamin que de reprocher aux deux grandes familles de la gauche, sociale-démocrate et stalinienne, d'avoir endormi la vigilance face au péril avec leurs berceuses du progrès ; d'avoir laissé croire que le nazisme, au lieu d'une catastrophe absolue, pouvait être un simple détour ou un fâcheux contretemps, sur la voie toute tracée de l'avenir meilleur ; d'avoir proclamé que le stalinisme était une étape nécessaire sur le chemin balisé des lendemains qui chantent et d'avoir pardonné aux omelettes les œufs qu'il fallait bien casser...

Mortelle illusion philosophique et politique du progrès !

Chaque bifurcation du présent remet sans cesse tout en jeu, mise le tout sur la partie. Rien de plus faux de croire que l'histoire finit par rendre sous son chêne une justice imminente. À la lumière des désastres de ce siècle, ce quiétisme de gauche n'est plus permis. « Si l'ennemi est victorieux, prophétisait Benjamin, il menacera aussi les morts ». Il ajoutait que cet ennemi, hélas, n'a pas cessé de vaincre.

Il serait aujourd'hui dangereusement illusoire de prendre les intégrismes religieux, ethniques ou nationaux, pour des anachronismes ou pour les faux frais d'un passé révolu. Ils appartiennent à notre présent. À part entière. La dislocation du monde de Yalta ne met pas à l'ordre du jour le « nouvel ordre mondial » annoncé, mais un nouveau grand partage des espaces géopolitiques, une réorganisation générale des hiérarchies mondiales de dépen-

dance et de domination, un remaniement des cartes tel qu'il s'en produit pratiquement tous les demi-siècles, avec les guerres napoléoniennes et le traité de Vienne, avec le Printemps des peuples, avec la Première Guerre mondiale et le traité de Versailles, avec la Seconde et les traités de Yalta et Potsdam.

Ces grandes redistributions ne se sont jamais jouées sur le tapis vert des conférences, mais d'abord, hélas, dans les conflits et les guerres. La voie du « nouvel ordre international » est pavée d'inimaginables désordres. Les guerres du Golfe ou des Balkans ne sont pas les dernières « ders des ders », séquelles d'une époque finissante, mais les prémisses emblématiques des temps nouveaux. Il n'y aurait pire illusion que de transiger avec le mal, qui n'est pas moindre, sous prétexte d'éviter le pire.

Ceux qui entendent rester fidèles aux idéaux de gauche entreront dans le prochain millénaire avec moins d'illusions sans doute, mais aussi, hélas, avec moins d'espoir que nos aïeux au seuil de ce siècle, dont ils croyaient dur comme fer qu'il serait celui de la libération de l'humanité, de la fin de l'exploitation, de la paix perpétuelle et de la fraternité universelle. Son bilan, au contraire, pèsera lourd sur les épaules des nouvelles générations. La question qui vaut d'être posée franchement est la suivante : le monde est-il plus vivable, plus acceptable, au seuil du troisième millénaire, qu'au début de ce siècle ?

Nous voici loin des rêves de gauche ?

Voire.

Certains tirent argument des rêves fracassés pour recommander de renoncer aux grandes transcendances, aux perfections inaccessibles, au bonheur doré sur tranche. Soit. Mais se résigner à la répétition du même, accepter le capitalisme comme horizon indépassable (non plus de notre temps, mais de tous les

temps), comme notre éternité terrestre, ce serait accepter d'avance la répétition probable de ses catastrophes. Les convulsions du siècle qui s'achève n'ont pas commencé par une guerre, froide ou chaude, entre libéralisme et socialisme, mais par la guerre de 14-18, où nos civilisations se sont découvertes mortelles.

Nous avons appris depuis, à l'encontre de tous les optimismes technologiques et scientifiques, que notre planète pouvait être en péril. Il faut dans les pays riches huit calories fossiles pour produire une calorie alimentaire. Ce mode de croissance n'est pas généralisable. Il maintient et creuse le fossé entre nantis et déshérités. Plus de 40 000 enfants meurent chaque jour de malnutrition ou de manque d'hygiène. On peut toujours multiplier séminaires et colloques sur les problèmes de l'immigration ; les pauvretés frappant aux frontières des pays privilégiés ne sont pas une séquelle du passé colonial, mais un défi pour l'avenir, qui ne fera que s'amplifier avec l'internationalisation de la production, des services, du marché du travail, et le renforcement des « exclusions internes ».

Le Mur de Berlin est tombé.

Nous pouvons applaudir sans réserves sa chute. Mais nous ne saurions applaudir au fait que ses gravats servent aussitôt à édifier un mur en sens inverse, un mur de Schengen pour contenir la poussée de nouveaux « barbares », albanais aujourd'hui, africains, arabes, slaves demain. « *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde...* » : cette sagesse des nations privilégiées, exprimée par un Premier ministre socialiste, restera dans les annales. Les barrières et les camps de transit ne résisteront pourtant pas à la poussée des inégalités et des injustices, ni aux mutations démographiques. Selon une conversion à 90 degrés, les armes déployées face à « l'ennemi » de l'Est

sont déjà retournées contre les turbulences du Sud.

Dans la course du siècle, la barbarie a sans doute pris quelques longueurs d'avance. Hiroshima, le goulag et l'Holocauste ont propulsé l'horreur à des hauteurs hier encore inconcevables.

Non, notre monde n'est pas plus vivable.

La barbarie s'y est seulement banalisée.

Si l'invention d'une société plus humaine reste nécessaire, la seule maxime politique et morale qui vaille, c'est d'œuvrer à ce que le nécessaire devienne possible, sans certitude d'y parvenir.

Je voudrais maintenant revenir sur ce qui, a vraiment changé, vu de gauche, au terme de ce siècle.

Crise des modèles ?

On nous reprochait jadis de cultiver les modèles de société idéale. On nous reprocherait plutôt aujourd'hui de n'en plus avoir. Personnellement, n'ayant jamais considéré l'URSS de Staline, ni la Chine de Mao, ni l'Albanie de Hodja, comme des modèles, mais comme d'affreuses caricatures, je ne me sens pas orphelin.

Les modèles sont morts ? Tant mieux.

Nous serons plus libres d'inventer.

Ce qui est remis en cause par l'expérience douloureuse, ce sont en revanche deux idées centrales dans l'héritage de la gauche, deux rêves communs aux grandes familles sociale-démocrate et stalinienne :

– celui selon lequel morale et politique marcheraient main dans la main selon une harmonie établie par le « sens de l'histoire » et la « loi du progrès » ;

– celui selon lequel l'universalisation concrète des valeurs serait garantie par l'universalisation effective du monde sous la houlette du capital et par l'émancipation d'une classe dont

la condition supposée était l'abolition de toute oppression de classe et le dépérissement des rapports de classe eux-mêmes.

Ces idées sont en crise.

Les réponses proposées demeurent dérisoires ou insatisfaisantes. Dérisoire, l'affirmation d'une universalité *a priori* qui résiderait dans l'impératif catégorique du droit international. Ce fut le discours de légitimation de la guerre du Golfe. Discours idéologique au sens fort du terme. Quelles qu'aient été nos positions respectives face à l'événement, quelques mois de recul permettent de s'interroger sur la colossale hypocrisie politique et médiatique de l'affaire. L'intervention militaire a visé à affaiblir le régime irakien en prenant soin de ne pas aller jusqu'au renversement de Saddam et de lui laisser la force militaire suffisante pour mater les rébellions kurdes et chiïtes. Le pouvoir des émirs a été rétabli au Koweït, non la démocratie annoncée (pas plus qu'en Arabie Saoudite). Et le peuple palestinien n'a toujours pas d'État souverain. Interpellé sur le conflit yougoslave, Roland Dumas admet sans trop de précautions oratoires que l'absence de gisements pétroliers dans les Balkans constitue une différence majeure... Bref, le droit international, sous la responsabilité du club fermé des cinq au conseil de sécurité permanent de l'ONU, ne va pas de soi. Qui l'a fait droit? La force! Le rapport de force issu du dernier grand conflit détermine les règles qui s'appliqueront au suivant.

Insatisfaisante, l'invocation d'une « raison communicationnelle » qui plongerait dans les réseaux de l'intersubjectivité la vieille Raison transcendante renversée par les déraisons de l'époque. Pas plus que la musique ou que le

marché selon Smith, la communication n'adoucit les mœurs. Enracinée dans les rapports d'oppression et d'exploitation, dont elle ne saurait s'émanciper, elle n'est pas unilatéralement rationalisation et pacification, réciprocité symbolique générale, mais, tout autant traversée d'ordres, d'injonctions, d'ultimatums...

Il n'est pas possible, dans les limites de cette intervention, d'approfondir ces questions importantes. Je me contenterai donc d'une prise de position lapidaire.

Trop souvent, la distinction webérienne entre éthique de responsabilité et éthique de conviction a été interprétée comme encouragement, au nom de l'efficacité (de la *realpolitik*), à émanciper la responsabilité de la conviction. Seule mériterait au contraire le titre de morale politique une morale qui n'autorise pas la responsabilité à faire ce que la conviction réprouve. Ceux qui croyaient faire preuve de réalisme en assumant énergiquement la nécessité de « choisir son camp » et de ne « pas désespérer Billancourt », ont désespéré la Kolyma et les peuples soviétiques sans épargner pour autant Billancourt. Ceux qui seraient tentés aujourd'hui de faire silence sur les « affaires » de la gauche gouvernementale sous prétexte de « ne pas faire le jeu de Le Pen », démoraliseraient (au sens littéral du terme) la gauche sans endiguer le moins du monde la montée de Le Pen.

L'éthique est de conviction ou elle n'est pas ^{2/}.

Si morale et politique ne sauraient être confondues, s'il existe entre elles un jeu et un dialogue (un contrôle réciproque) permanent, la morale finit toujours par rattraper au tournant le réalisme politique. Une politique immorale ne peut passer pour réaliste qu'à titre très provisoire. Reste bien évidemment la question béante du fondement de cette morale tatillonne de conviction. Je répondrai qu'il ne s'agit pas

d'une éthique transcendante, mais d'une morale vers l'avant, en devenir, qui peut toujours en appeler à l'universel le plus lointain contre le particulier le plus proche : à la classe contre le parti, à l'humanité contre la classe. Morale d'interprétation, sans certitude donc, qui fait de l'engagement politique, comme l'avait fort justement relevé Lucien Goldmann, un irréductible pari raisonné.

Parlant de cette morale vers l'avant, j'ai mentionné sciemment, à contre-courant des modes de ce temps, la classe comme médiation toujours actuelle dans la perspective d'une universalisation concrète. Je reconnais que cette position ne va pas de soi. La question mêle l'analyse de la structure conflictuelle de nos sociétés et des querelles philosophiques sur le rapport d'un grand Sujet hypothétique à un grand récit historique quelque peu mythique. Sans adhérer à la représentation du prolétariat comme grand sujet rédempteur, je m'en tiens à l'idée de la lutte de classe comme principe d'intelligibilité historique et comme fil conducteur d'une universalisation concrète.

L'approche du conflit en termes de classe constitue en effet la seule limite immanente à l'escalade aux extrêmes des intégrismes et des nationalismes, au déchaînement sans frein de l'esprit de clocher généralisé. Parce qu'il y a toujours des pauvres et des riches, des exploités et exploités, des opprimés et des oppresseurs des deux côtés, la lutte de classe interdit la représentation de l'autre comme l'autre absolu. Il est toujours aussi une autre part de soi-même. C'est pourquoi, d'un point de vue de classe, l'arme nucléaire, comme tout ce qui vise l'anéantissement d'un peuple ou d'une communauté en tant que tels, est un non-sens à la fois, indissociablement, éthique et politique.

Inacceptable par responsabilité et par conviction.

^{2/} Voir à ce sujet le livre de Javier Muguerza, *Desde la perplejidad*, FCE, Madrid, 1990.

Inadmissible par principe.

Pour conclure, je répondrai sans détours à Elisabeth de Fontenay qui m'a interpellé sur la question du communisme. Même si les mots sont malades, même si le maître linguiste du Kremlin a, entre autres crimes, commis celui de corrompre jusqu'aux mots de l'émancipation, je reste communiste. Car on ne change pas de mots comme de chemise. Il y a quelques années, Marguerite Duras avait déjà souligné cet obscurcissement du sens ^{3/}. Au début du siècle, les mots de socialisme, d'internationalisme, de communisme étaient chargés d'une espérance intacte. Ils semblaient éclairer l'avenir comme des torches. Aujourd'hui, ce qui tremble au bout des mots est devenu incertain. Ce n'est pas un problème de lexique et de dictionnaire. On n'invente pas arbitrairement un vocabulaire, qui est le produit de grandes expériences collectives, d'événements fondateurs.

En attendant, il y a des mots qu'on ne saurait abandonner aux vainqueurs provisoires, sous peine d'accorder aux voleurs de rêve une dernière satisfaction posthume. Notre langue est pleine de mots malmenés. Peut-on se dire chrétien après l'Inquisition ? Libéral après la Première Guerre mondiale ? Socialiste après les unions sacrées et les guerres coloniales ? Il n'y a pas de mots innocents.

Je reste donc communiste.

Communiste marrane ^{4/}, s'il le faut, mais communiste, car c'est encore la façon la plus claire de déclarer une opposition irréductible à l'ordre marchand comme à l'ordre bureaucratique.

Au milieu des décombres, il ne s'agit pas de rêver, mais – pour reprendre encore une formule benjaminienne – de s'éveiller des cauchemars de ce siècle.

La question brûlante est bien là.

Une formule célèbre avait déclaré le communisme « horizon indépassable de notre temps ». Indépassable en effet, en ce sens qu'il était la critique interne et la contradiction nécessaire de l'ordre planétaire indépassé du Capital.

Cet horizon « indépassable » est-il désormais dépassé ?

Il serait pour le moins aventureux de l'affirmer. Aucun discours sur la postmodernité ne peut échapper à la présence plus que jamais envahissante du fétiche automate du capital et au règne absolu de la marchandise.

L'horizon indépassable, s'est-il simplement effondré sans laisser de trace ? Dans un beau texte récent, le poète Jean-Christophe Bailly ^{5/} pose la question sans détour : peut-on « être sans horizon » ? Vivre sans horizon d'attente, sans projet, sans ailleurs que cette éternité qui piaffe sur place ? Ce vide serait grand ouvert à ce que vous redoutez tous, au retour en force des fanatismes religieux et nationaux, qui ne sont pas une simple péripétie de l'heure.

Pour revenir sur la question initialement posée, je dirai que le principe espérance n'est pas un rêve creux, mais d'abord un principe de résistance et d'intelligibilité. Blanqui, Marx, Benjamin ne sont pas utopistes (au sens d'architectes d'une société idéale vendue sur plans et bradée au détail sur le marché noir des petites réformes), mais plutôt des critiques de l'uto-

pie. Suivant leurs traces, je préfère aux notions de rêve et d'utopie, l'idée d'une raison messianique, qui constitue probablement un apport de la pensée juive. Par les temps qui courent, le Messie n'a guère bonne presse. Les journalistes pressés ne trouvent pas de mots assez durs pour condamner un messianisme vulgaire et grossier, qui serait la certitude béate et passive du lendemain. Ils ignorent l'autre messianisme, laïque et séculier, qui est au contraire l'inquiétude éveillée et active du possible. Du possible non comme certitude mais comme tâche, non comme promesse mais comme virtualité.

Car s'il existe un sens du réel, il doit bien exister tout autant, et non moins légitime, quelque chose qui s'appelle le sens du virtuel ^{6/}. Ce sens du virtuel refuse l'idée résignée que ce qui est devait nécessairement être. Il s'oppose à la dictature stupide des faits. Il offre une nouvelle chance aux vaincus d'hier et d'avant-hier. Il maintient entrouverte, contre tout fatalisme, la porte étroite par laquelle, du fond du désespoir, Benjamin guettait obstinément l'irruption de l'événement messianique.

Puisqu'il s'agit de porte, je laisserai le dernier mot au poète juif autrichien Éric Fried : « Dans ses certitudes des brèches se sont ouvertes des portes battantes des portes à tambour des trappes quelques-unes ferment mal. Ses certitudes ne composent plus une voûte sans faille là où il n'y avait que muraille poternes et lucarnes s'entrebâillent... Il devrait être triste à présent mais il voit que de ces portes sa maison s'est enrichie. »

^{3/} Dans *Le Camion*.

^{4/} Marrano en espagnol est péjoratif : en gros « porc ». Désigne les juifs convertis de force à partir de 1492 mais qui tout en pratiquant formellement la religion catholique continuaient à « judéiser » en secret. Double existence qui a duré des siècles et qui les a placés au carrefour entre le mythe du peuple élu et l'universalisme chrétien. D'où le phénomène Uriel da Costa, Spinoza, etc.

^{5/} Jean-Christophe Bailly et Jean-Luc Nancy, *La Comparution*, Bourgois 1991.

^{6/} Cette idée est notamment développée par Robert Musil dans *l'Homme sans qualités*.

Post-scriptum

1. Au cours du débat, un intervenant m'a en quelque sorte reproché d'être un juif renié. Je ne reconnais à personne (et au nom de quoi ?) le droit de départager les bons des mauvais juifs, de manier le herem et l'excommunication. Les antisémites n'ont pas fait de détail ni de différences. Nous avons tous, par nos familles ou nos parents, payé le droit du sang. Seulement, je me revendique juif à la manière de Spinoza ou du Lazare du Fumier de Job. Quant à l'héritage, au nom de quels critères exclure le courant qui circule, de la fureur tranquille de Spinoza à la subversion méthodique de Marx, à Landauer et Lukacs, à Rosa Luxemburg et Trotski, à Grossmann et Rosdolsky, à Bloch et Benjamin... J'estime qu'il y a là bien plus qu'une simple coïncidence sociologique : un événement de pensée ^{7/}.

Le même intervenant m'a demandé des comptes sur l'impuissance du trotskisme, et son incapacité à triompher du stalinisme. Je m'attendais, en venant à ce colloque, à de vives et franches discussions, à des confrontations d'idées sans complaisance, certainement pas à m'entendre reprocher, ici, le simple fait d'être minoritaire. En histoire et en morale, les victoires aux hanches lourdes n'ont jamais valeur de preuve. Et il n'y a nulle honte d'appartenir à une tradition d'opposition dès la première heure au stalinisme : ses militants ont payé au prix fort la volonté de sauvegarder un principe d'intelligibilité dans les labyrinthes du siècle, même s'ils n'ont pas eu droit au triomphe des vainqueurs. Au demeurant, qu'est-ce que vaincre, dans l'histoire ? Quel est le critère et qui sont les juges ?

2. Plusieurs intervenants, c'était prévisible et normal, m'ont interpellé à propos de la Palestine. Je connais la charge émotionnelle légitime du débat. Je n'en maintiens pas moins que le sionisme et la fondation d'un État juif n'étaient pas et ne sont toujours pas la seule solution au fait national juif. Elle s'est imposée en fonction de la double tragédie de l'Holocauste et de la résurgence de l'antisémitisme bureaucratique dans les pays qui se prétendaient socialistes. Je la considère toujours comme un piège, non bien que juif mais parce que juif. Et je n'admets toujours pas que l'État d'Israël et ses porte-parole s'arrogent le monopole de représentation des juifs et de leurs souffrances passées ou présentes.

Ceci dit, il existe incontestablement une communauté nationale juive en Palestine. Elle a des droits. Mais elle a un État. Les Palestiniens n'en ont toujours pas. Ils y ont droit aussi : on ne peut pas être pour le droit du sol à Paris et pour le droit du sang à Jérusalem. L'exercice de ce droit peut prendre diverses formes. La plus souhaitable aurait sans doute été celle d'un État binational. Mais plus le temps passe, plus les fossés entre communautés se creusent, plus se développe la colonisation des territoires occupés, et plus l'État juif régnant sur de nouveaux bantoustans peut faire craindre le spectre d'un nouveau Massada.

Quant au terrorisme, le mot lui-même, utilisé à tort et à travers, prête aux confusions et aux amalgames. S'il s'agit des actions violentes ou des attentats contre les populations civiles, je suis contre, catégoriquement, d'un point de vue à la fois moral et politique. Moral, parce qu'il implique une notion inadmissible de responsabilité collective. Politique, parce qu'il est contre-productif : loin de creuser les contradictions, il favorise les peurs et les réflexes communautaires. Le rejet de ce terrorisme ne doit

pas faire oublier pour autant qu'un terrorisme couvert de la raison et de la légalité d'un État demeure un terrorisme d'État.

3. Élisabeth de Fontenay a abordé la question de la Croatie. Je suis, sans la moindre réticence, pour le droit de la Croatie à sa souveraineté dès lors que son peuple le souhaite, contre l'agression et les bombardements de l'État yougoslave devenu pratiquement un État serbe, pour le retrait des troupes et le cessez-le-feu (même s'il n'y avait pas de synagogue à Dubrovnik). S'il est vrai que le pouvoir de Belgrade utilise fallacieusement l'argument de la citoyenneté yougoslave pour nier les droits des nationalités, il me semble en revanche inadmissible que de nouvelles souverainetés s'établissent sur une légitimité ethnique et non sur un simple critère territorial respectueux de leurs propres minorités.

La recherche de critères naturels à la définition de la nation nous ramènerait à la mythologie, de triste mémoire, de la terre et du sang. Enfin, si nous sommes d'accord, en ce nouveau printemps des peuples, pour soutenir universellement leurs droits à disposer d'eux-mêmes, nous devrions être aussi d'accord pour considérer que les Palestiniens ne sauraient être l'exception à ce droit.

4. Dans son intervention, Léo Hamon a soulevé un épineux problème. Sans éthique de responsabilité, l'éthique de conviction risquerait d'en rester au simple témoignage d'échec. C'est aussi ce que Sartre reprochait aux trotskistes dans ses *Cahiers pour une morale*. J'ai déjà souligné dans mon introduction que des politiques menées au nom du réalisme et de l'efficacité immédiate, se sont avérées à terme totalement irréalistes et désastreuses. À commencer d'ailleurs par le réalisme de Sartre et

^{7/} Voir notamment à ce sujet le beau livre de Michael Löwy, *Rédemption et Utopie*, Puf 1988.

ses indulgences envers le stalinisme à l'époque de la guerre froide (voir ses polémiques avec Merleau-Ponty et son texte *Les communistes et la paix*). En outre, il est des situations limites où témoigner est aussi la forme minimale de l'action. Et surtout le dernier mot n'est jamais dit.

5. Gilles Bernheim a posé une question sur la dialectique de Hegel et celle de Benjamin, sur la différence entre l'une et l'autre. S'il veut dire que le dépassement n'est pas clôture dans le troisième terme et qu'il convient de rejeter une vision finalisée de l'histoire en tant que théodicée de l'esprit, nous serons d'accord.

Nous le serons sans doute moins s'il s'agit de réduire Hegel à une certaine philosophie de l'histoire et de l'État, sans traiter sérieusement l'apport de sa *Logique*. Gilles Bernheim a également soulevé des objections sur l'idée de possible. Je voudrais préciser à ce sujet qu'il s'agit seulement pour moi de rejeter le fardeau positiviste pour maintenir ouvert le champ de l'interprétation et du choix, qui fonde précisément l'irréductible responsabilité morale et politique. Rien de plus.

6. Enfin, Miguel Abensour, trouvant chez Benjamin un bouleversement complet du mode de pensée, me reproche la tentation d'une nou-

velle orthodoxie benjaminienne contradictoire à ce bouleversement radical. Je crois qu'il me fait un mauvais procès. Je ne cesse en effet de répéter, que transformer le monde, c'est encore l'interpréter ⁸/. Je ne propose de Benjamin qu'une lecture. La question est de savoir si elle est sans doute discutable mais légitime et non arbitraire. Si l'on admet avec Benjamin que, dans tout texte sérieux, il y a bien 49 degrés de signification, il en resterait encore 48... Nous sommes loin de l'esprit d'orthodoxie.

Intervention au colloque des intellectuels juifs sur *Morale et politique en péril*, décembre 1991 Éditions Denoël 1992.

⁸/ Voir mes derniers livres, *Benjamin, sentinelle messianique*, Plon, 1990 [réédition octobre 2010 aux *Prairies ordinaires*] et *Jeanne de guerre lasse*, Gallimard 1991.